



L'info en continu

François Hollande, 7/11/11

Constat d'échec

« Cela fait dix ans que la droite est au pouvoir, cinq ans que Nicolas Sarkozy est président de la République. Il y a 500 milliards d'euros de dettes supplémentaires. Comment en est-on arrivé là ? Je ne nierai pas qu'il y a sûrement la crise. Mais il y a aussi des recettes fiscales qui ont été perdues, des allègements qui ont été accordés, 75 milliards d'euros. C'est un constat d'échec que le Premier ministre au nom du président de la République a dressé. [...] La question qu'il faut se poser est : est-ce que c'est juste ? Le président de la République avait voulu faire une promesse à une profession : la baisse de la TVA sur la restauration a fait perdre cinq milliards d'euros. Comme il n'y a plus d'euros, on va les chercher sur la restauration mais on les prend aussi sur les travaux dans les logements, sur les transports, sur la culture, sur le livre. Il y a donc une injustice de plus. La deuxième mesure que je voulais signaler comme preuve de l'injustice, porte sur les prestations sociales qui vont être amputées en termes de pouvoir d'achat. Si ce n'est pas juste, est-ce que c'est au moins efficace ? Non. Pourquoi ? Parce que la conséquence de ces mesures va être la faible croissance, voire l'austérité. Il y a une nécessité de corriger. On s'en sortira avec des mesures, des efforts, mais qui pèseront sur les plus favorisés. »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1 692,7 milliards d'euros

COMMUNIQUÉ DE MARTINE AUBRY

G20 de Cannes : une réunion de plus mais aucun problème en moins

Le G20 de Cannes se termine sur un bilan à la fois inquiétant et attristant. M. Sarkozy s'est davantage attaché à utiliser la présidence du G20 pour se mettre en scène que pour s'attaquer vraiment aux problèmes du monde. Les dossiers décisifs pour l'avenir de la planète – régulation financière, relance mondiale, développement, transition écologique – font du surplace.

L'Europe s'enfoncé dans l'incertitude alors que le sommet européen de la semaine dernière était supposé avoir réglé tous les problèmes. Nous avions dénoncé un accord fragile et un défaut de gouvernance : il n'aura fallu que quelques jours pour s'en rendre compte avec le nouveau rebondissement grec.

Le fonds de stabilité financière n'est ni suffisamment doté ni suffisamment consolidé pour éteindre la spéculation contre les dettes souveraines faute d'avoir accepté sa transformation en une banque publique ou le recours à

des eurobonds ou à la BCE. À la place, il est fait appel aux capitaux chinois, ce qui, comme nous le craignons, a placé l'Europe en situation de faiblesse : M. Hu Jintao a annoncé que la Chine attendait de son implication financière des contreparties en termes d'ouverture commerciale. Comment l'Europe pourra-t-elle demain imposer la réciprocité commerciale et le juste échange nécessaires pour protéger l'Europe, si nous nous mettons ainsi dans la main d'autres puissances économiques ?

La politique d'austérité ravageuse imposée par le directoire Sarkozy-Merkel est maintenue alors qu'elle est en train de mener l'Europe tout droit à sa prochaine récession. Pire, en stigmatisant certains peuples et leurs dirigeants, M. Sarkozy et Mme Merkel dressent les Européens les uns contre les autres, minant la solidarité européenne et rendant encore plus difficile une véritable solution européenne concertée à la crise.

Dans ce contexte, les maigres travaux du G20 paraissent bien marginaux. On promet à nouveau la disparition des paradis fiscaux,

mais faut-il rappeler que la même promesse a été faite il y a plus de deux ans au G20 de Londres ? La taxe sur les transactions financières est elle aussi désormais brandie comme un étendard par M. Sarkozy. Mais alors qu'elle est indispensable pour construire un chemin conciliant croissance et réduction des déficits, elle s'annonce réduite à la portion congrue et sa mise en œuvre est sans cesse repoussée. Les questions agricoles et le développement ont été à peine abordés. Aucun engagement n'est pris sur la stabilité des prix des matières premières agricoles, notamment l'interdiction de certains produits spéculatifs, condition pourtant essentielle pour le développement de nombreux pays du sud. Aucune réponse durable à la crise n'est possible sans une véritable régulation financière, sans un cadre qui permette à chaque zone économique de se développer et de réduire les inégalités mondiales et sans une perspective globale de relance : après le G20 de Cannes, ces réponses se font toujours attendre.

VIE DU PARTI

Les publications qui rythment la vie militante

« Véritable défi du vivre-ensemble républicain », les migrations sont au cœur du nouveau cahier du Comité économique, social et culturel (CESC) à paraître d'ici la fin de l'année. Intitulé « Pour une politique des migrations cohérente et conforme aux droits de l'Homme en France et en Europe », ce document s'inscrit dans la continuité du travail de la section « Europe et mondialisation » qui a déjà fait paraître plusieurs travaux sur ce thème. Considéré comme « une chance, une espérance », le phénomène migratoire y est abordé comme un mouvement « naturel, consubstantiel à l'homme ». Le CESC y déplore les politiques actuelles en la matière qui, « de renfermements en repliements, n'ont fait que s'éloigner toujours plus des idéaux

proclamés tant par l'Europe que par la République française ». Conformément au projet socialiste pour 2012, le CESC propose des pistes pour imaginer et mettre en œuvre « une politique migratoire fondée sur des règles claires, stables et justes ».



► « Pour une politique des migrations cohérente et conforme aux droits de l'Homme en France et en Europe »
CESC - 10, rue de Solférino 75007
Paris - Tél : 01 45 77 40
cesc@parti-socialiste.fr

Les socialistes à l'offensive

À l'Assemblée nationale

Austérité

« Les rois de la dette, MM Sarkozy et Fillon, sont devenus les spécialistes de l'austérité trimestrielle », a dénoncé Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste. Et d'invoquer les nombreux « tours de vis » intervenus : 12 milliards de prélèvements supplémentaires à la fin de l'été, 18 milliards au milieu de l'automne. « C'est le toboggan sans fin de la récession », a-t-il condamné. « Le courage eût été d'abroger la loi TEPA qui coûte 15 milliards chaque année à l'État, d'enlever l'abattement d'ISF (2 milliards), de supprimer les niches fiscales injustes et improductives, d'aligner les revenus du capital sur le barème des revenus du travail, de concentrer la dépense sur le redressement de l'appareil productif », a-t-il assuré. « Là où il fallait reconstruire le Contrat social, partager équitablement les efforts, le pouvoir fait une nouvelle fois le choix des mesures les plus injustes : la désindexation des prestations sociales de l'inflation, l'avancée à 2017 de la retraite à 62 ans, la réduction des remboursements de santé. »

Charlie Hebdo

Les députés socialistes ont exprimé « leur totale solidarité » avec les journalistes de *Charlie Hebdo* après l'acte criminel qui a détruit leur rédaction. « Leur combat est le nôtre et celui de tous les Républicains », ont-ils souligné. « Défendre Charlie Hebdo, c'est protéger la liberté de la presse et refuser que des courants extrémistes et sectaires puissent imposer leur loi et leurs idées. » Ils ont revendiqué le droit de cité en France de toutes les religions, mais récusé à celles-ci « la prétention de régir la vie des citoyens et de leur dicter ce qu'il faut écrire, lire ou penser ». Les députés socialistes attendent que les autorités mettent tout en œuvre pour retrouver les coupables. Et leur demandent aussi d'aider matériellement la rédaction de *Charlie Hebdo*. « Une disparition du titre serait la victoire de ceux qui l'ont attaqué », ont-ils affirmé.

Au Sénat

Le groupe PS a retiré sa proposition de loi abaissant, entre autres, l'obligation de scolarité de six à trois ans. Cette décision de retirer le texte est intervenue après un vif affrontement entre le gouvernement et la nouvelle

majorité de gauche, le premier depuis le basculement du Sénat à gauche lors des élections du 25 septembre. « Je ne reconnais rien de ce qui est le corps central de notre proposition de loi, je ne vois pas de quoi nous allons débattre, elle a été dénaturée » a déclaré en séance l'auteur du texte, Françoise Cartron, Sénatrice de la Gironde. Les dispositions essentielles de ce texte ont été déclarées irrecevables sur demande du gouvernement.

Parmi elles, celle stipulant que les enfants de deux ans inscrits dans les maternelles doivent bénéficier de conditions spécifiques adaptées à leur âge. Elles indiquaient également que les enseignants en maternelle devaient avoir une formation adaptée préalable, ainsi qu'une formation continue tout au long de leur carrière. En votant cette proposition de loi inscrite dans le projet socialiste, les Sénateurs socialistes entendaient « préserver et renforcer l'école de la République sur l'ensemble du territoire et redonner sa place prioritaire à l'éducation nationale dans notre pays », selon François Rebsamen, président du groupe socialiste du Sénat.



L'info en continu

Benoît Hamon, 7/11/11

Plan d'austérité

« Il y a une dilapidation du modèle social français. Le choix politique de François Fillon est de dire que la France est en faillite et qu'il faut sacrifier les Français et leurs acquis. J'ai eu une forme de haut le cœur en entendant François Fillon dire qu'il va protéger les Français, quand, parallèlement, on leur dit qu'on va réduire leur pouvoir d'achat. »

Najat Vallaud-Belkacem, 4/11/11

Familles homoparentales

« Le PS se réjouit de la décision rendue par le tribunal de Bayonne accordant à une femme, pacsée avec la mère de deux fillettes, l'autorité parentale conjointe sur ces deux enfants. Dès son retour aux responsabilités nationales, le PS s'engage à reconnaître et à protéger l'ensemble des familles, et à permettre à tous les citoyen-ne-s d'accéder enfin aux mêmes droits, et aux mêmes responsabilités de parents. »

Patrick Bloche, 4/11/11

Émission spéciale

« D'émission spéciale en émission spéciale, Nicolas Sarkozy réquisitionne pour un usage très personnel les deux principales chaînes de télévision, l'une privée, l'autre publique. Personne ne peut être dupe d'une opération de communication qui utilise le G20 et ses participants pour des objectifs réduits à des enjeux de politique intérieure. Qui pourra encore croire que le président de la République, malgré ses dénégations, n'est pas déjà en campagne électorale ? »

Manifestation

Une délégation socialiste menée entre autres par Benoît Hamon, Gaëlle Lenfant, Bruno Le Roux, Aurélie Filippetti et Laurianne Deniaud a pris part à la manifestation parisienne du 5 novembre contre les violences faites aux femmes. Aux côtés des organisations et militant-e-s féministes, le PS entendait protester contre l'inertie du gouvernement face aux violences, inégalités et discriminations dont sont victimes les femmes. Le PS s'engage à faire de la lutte contre ces violences une priorité en 2012.





Plan d'austérité Fillon : injuste et dangereux

Pour redresser le pays et améliorer les comptes publics, il faudrait de la croissance : le gouvernement ne propose qu'une politique de récession.

- ▶ **Le pays a besoin d'emplois**, les crédits de la politique de l'emploi sont soumis à une purge invraisemblable.
- ▶ **Le pays a besoin de doper sa compétitivité**, et rien n'est fait pour soutenir l'investissement et la recherche.
- ▶ **Le pays a besoin de justice sociale**, le gouvernement s'attaque aux plus fragiles en durcissant encore la réforme des retraites, en augmentant la TVA de la manière la plus injuste en touchant au taux réduit, en rognant sur les prestations sociales et l'assurance maladie.

Le courage aurait été d'annuler les gaspillages fiscaux décidés depuis dix ans :

- ▶ d'annuler la baisse de l'ISF et de rétablir les droits de successions sur les grandes fortunes au moins au niveau de 2007.
- ▶ de s'attaquer vraiment aux 70 milliards d'euros de niches fiscales qui bénéficient aux plus privilégiés.
- ▶ de mettre à contribution immédiatement le système financier largement responsable de la crise par la taxation des transactions financières, alors que la contribution des grands groupes est limitée à une petite majoration temporaire.

Le plan du gouvernement ne réglera rien sur le plan financier car sans croissance, la réduction des déficits et de la dette ne sera pas au rendez-vous. Dans quelques semaines ou quelques mois, on nous présentera un nouveau plan de rigueur. Décidément, aucun enseignement n'a été tiré de ce qui s'est passé en Grèce.

Il est grand temps qu'une autre majorité avec François Hollande arrive aux responsabilités pour engager une autre politique, plus juste et qui remettra la France sur de bons rails : une politique qui s'attaquera aux déficits financiers en dégagant les ressources financières nécessaires, mais aussi au déficit de croissance, d'emploi et de compétitivité en misant sur la recherche, sur l'éducation, sur l'investissement, sur une nouvelle industrie et sur le juste échange commercial en France comme en Europe.



Pour proposer, débattre et agir, rejoignez le Parti socialiste

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- Je désire adhérer au Parti socialiste
- Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)
Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste,
10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07
contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr

Nom

Prénom

Email

Tél

Adresse

Code postal

Ville